

Montréal, 4 février 2022

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier
Bureau 400
Québec (Québec)
G1V 5C1
Consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Objet: ACVM Avis et demande de commentaires, Projet de règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques

Monsieur Lebel,

Merci pour l'opportunité de commenter le projet de règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques (NI 51-107) et sa politique d'accompagnement. Notre organisation soutient l'instrument proposé NI 51-107 et son alignement avec les recommandations du Groupe sur les divulgations financières liées au climat (GIFCC ou « Task Force on Climate-related Financial Disclosures »). Nous encourageons l'ACVM à mettre en œuvre la divulgation obligatoire des risques et opportunités liés au climat dès que possible.

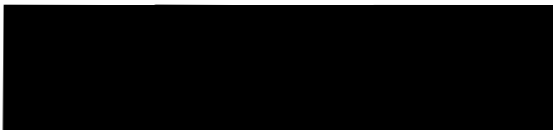
Plus précisément, nous soutenons la soumission de l'Initiative canadienne de droit climatique à l'ACVM et la justification sous-tendant ses recommandations pour améliorer l'instrument actuellement proposé. Les recommandations suivantes répondront mieux aux objectifs d'amélioration de l'accès des émetteurs aux marchés de capitaux mondiaux et aideront les investisseurs à prendre des décisions d'investissement plus éclairées :

1. Des divulgations obligatoires alignées au GIFCC sont extrêmement importantes. Le NI 51-107 devrait exiger la divulgation de plans de transition énonçant les actions de l'émetteur dans la transition vers zéro émission nette, y compris l'évaluation et la communication annuelle du progrès.
2. La « matérialité » doit être le seuil pour déterminer quelles informations doivent être communiquées sous la stratégie, les objectifs et les indicateurs plutôt qu'un critère où il ne serait pas nécessaire de divulguer les informations.

3. Rendre les divulgations d'émissions de champs d'application 1, 2 et 3 obligatoires pour tous les émetteurs. Cependant, si l'approche « se conformer ou expliquer » est retenue, exiger une vérification par un tiers indépendant pour savoir pourquoi la divulgation n'est pas possible.
4. Intégrer les divulgations liées au climat dans les documents de rapports financiers annuels.
5. Aligner la divulgation des prospectus avec les exigences de divulgation continue liée au climat.
6. Créer une sphère de sécurité (« safe harbour ») pour divulguer les indicateurs et méthodologies actuels pour mesurer les émissions.
7. L'analyse de scénario devrait commencer maintenant, mais la divulgation devra être échelonnée dans le temps.
8. Inclure les émetteurs émergents dans les exigences de divulgation liée au climat, en introduisant progressivement les exigences.
9. Réviser les exigences de divulgation climatique une fois tous les deux ans à mesure que l'ACVM progresse sur la voie des divulgations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

Ces recommandations permettront de mieux atteindre les objectifs de l'ACVM et de mieux s'aligner sur les développements mondiaux en matière de divulgation climatique.

Mes sincères salutations,



Simon Sénécal
Gestionnaire, investissement responsable, associé